

Chambre des Représentants		Kamer der Volksvertegenwoordigers	
Session de 1933-1934		N° 12	
		SEANCE du 14 novembre 1933	VERGADERING van 14 November 1933
		Zittingsjaar 1933-1934	

PROJET DE LOI

portant approbation de la Convention concernant l'indication du poids sur les gros colis à transporter par bateau, adoptée par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa douzième session.

EXPOSE DES MOTIFS

MADAME, MESSIEURS,

La Conférence Internationale du Travail a, en 1929, dans sa XII^e session, adopté un projet de convention imposant l'indication du poids des colis à transporter par bateau.

Cette prescription, qui a pour but d'assurer la sécurité des ouvriers occupés au chargement et au déchargement dans les ports, ne pouvait avoir de réelle efficacité qu'à la condition que le plus grand nombre possible d'Etats misent leur législation en concordance avec la dite convention.

En effet, l'obligation incombe au Gouvernement expéditeur à l'exclusion du Gouvernement de tout autre pays que ce colis doit traverser *pour arriver à destination*. Il était donc du plus haut intérêt d'obtenir par une ratification simultanée que la mesure fût appliquée aux marchandises du transit qui constituent pour de nombreux ports le plus grand appoint de leur commerce.

Dans ce but, une réunion officielle groupant les représentants de divers Etats se tint à Genève, en 1931, au cours de la Conférence Internationale du Travail. Il fut émis le vœu de voir les Gouvernements donner leur adhésion à la mesure contenue dans la convention de façon à permettre pour le 1^{er} janvier 1933 la ratification de cet acte international.

A l'heure actuelle dix-neuf pays ont introduit dans leur réglementation, l'obligation d'indiquer le poids sur les colis.

C'est dans ces conditions que, assuré de ne pas faire œuvre isolée et partant vaine, le Gouvernement, en application de la loi du 2 juillet 1899 sur la sécurité et la santé des ouvriers occupés dans les entreprises industrielles et commerciales, a soumis au Roi un arrêté imposant cette obligation; cet arrêté qui est daté du 24 juin 1932, a été publié au *Moniteur* du 2 juillet suivant; dès lors rien

WETSONTWERP

tot goedkeuring der Overeenkomst betreffende de aanduiding van het gewicht op de per schip vervoerde groote colli, aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar twaalfde zitting.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MEVROUW, MIJNE HEEREN,

De Internationale Arbeidsconferentie heeft, in 1929, tijdens haar XII^e zitting, een ontwerp van overeenkomst aangenomen, waarbij de aanduiding van het gewicht der per schip te vervoeren colli verplichtend wordt gemaakt.

Dit voorschrift dat ten doel heeft de veiligheid der bij het laden en lossen in de havens gebruikte werklieden te verzekeren, kon slechts werkelijk nut hebben op voorwaarde dat het grootst mogelijk aantal Staten hunne wetten in overeenstemming met gezegde Overeenkomst brachten.

Immers de verplichting rust op de verzendende Regeering, met uitsluiting van de Regeering van elk ander land door hetwelk deze collo moet gaan *om ter bestemming te komen*. Het was dus van het hoogste belang door een gelijktijdige bekrachtiging te verkrijgen dat de maatregel toegepast werd op de doorvoerkoopwaren die voor talrijke havens het grootste deel van hunnen handel uitmaken.

Met dit doel werd een officieuze vergadering, welke de vertegenwoordigers van verschillende Staten groepeerde te Genève gehouden in 1931, tijdens de Internationale Arbeidsconferentie. De wensch werd uitgedrukt dat de Regeeringen hunne toetreding zouden verleen tot den maatregel in de Overeenkomst vervat, ten einde voor 1 Januari 1933 de bekrachtiging van deze internationale akte mogelijk te maken.

Thans hebben negentien landen de verplichting om het gewicht op de colli aan te duiden, in hun reglementen ingevoerd.

In die omstandigheden heeft de Regeering, overtuigd dat zij geen geïsoleerd en dus vergeefs werk zou verrichten, in toepassing der wet van 2 Juli 1899 betreffende de veiligheid en gezondheid der in nijverheids- en handelsbedrijven te werk gestelde arbeiders, aan den Koning een besluit voorgelegd waarbij deze verplichting wordt opgelegd; dit besluit dat gedagteekend is van 24 Juni 1932,

ne s'oppose à ce que nous soumettions à votre approbation le projet de loi ci-joint portant approbation de la convention issue des travaux de la douzième session de la Conférence Internationale du Travail.

Le Ministre des Affaires Etrangères,

P. HYMANS,

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

Ph. VAN ISACKER.

PROJET DE LOI

ALBERT,

Roi des Belges,

A tous présents et à venir, SALUT !

Sur la proposition de Nos Ministres des Affaires étrangères et de l'Industrie et du Travail,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de présenter en Notre Nom aux Chambres législatives, le projet de loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE

La Convention adoptée par la Conférence Internationale du Travail au cours de sa douzième session, tenue à Genève en 1929, concernant l'indication du poids sur les gros colis à transporter par bateau, sortira son plein et entier effet.

Donné à Bruxelles, le 20 octobre 1933.

ALBERT,

PAR LE ROI :

Le Ministre des Affaires Etrangères,

P. HYMANS.

Le Ministre de l'Industrie et du Travail,

Ph. VAN ISACKER.

werd in het Staatsblad bekendgemaakt op 2 Juli daarop volgend; derhalve verzet er zich niets tegen dat wij he. bijgaande Wetsontwerp tot goedkeuring der Overeenkomst gesproken uit de werkzaamheden van de twaalfde zitting der Internationale Arbeidsconferentie, aan uwe goedkeuring onderwerpen.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS,

De Minister van Arbeid en Nijverheid,

Ph. VAN ISACKER.

WETSONTWERP

ALBERT,

Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL !

Op voorstel van Onze Ministers van Buitenlandsche Zaken en van Arbeid en Nijverheid,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Onze Minister van Buitenlandsche Zaken wordt gelast in Onzen naam bij de Wetgevende Kamers het Wetsontwerp in te dienen, waarvan de inhoud volgt :

EENIG ARTIKEL.

De Overeenkomst aangenomen door de Internationale Arbeidsconferentie tijdens haar twaalfde zitting, gehouden in 1929 te Genève, betreffende de aanduiding van het gewicht op de per schip vervoerde groote colli, zal haar geheele en volledige uitwerking hebben.

Gegeven te Brussel, den 20^e October 1933.

ALBERT.

VAN 'S KONINGS WEGE :

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

P. HYMANS.

De Minister van Arbeid en Nijverheid,

Ph. VAN ISACKER.

Chambre des Représentants

Kamer der Volksvertegenwoordigers

Session 1933-1934

(Annexe) N. 12 (Bijlage)

Zittijd 1933-1934

Convention concernant l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau.

La Conférence générale de l'Organisation internationale du Travail de la Société des Nations,

Convoquée à Genève par le Conseil d'administration du Bureau international du Travail, et s'y étant réunie le 30 mai 1929 en sa douzième session,

Après avoir décidé d'adopter diverses propositions relatives à l'indication du poids sur les gros colis transportés par bateau, question comprise dans le premier point de l'ordre du jour de la session, et

Après avoir décidé que ces propositions prendraient la forme d'un projet de convention internationale, adopte, ce vingt et unième jour de juin mil neuf cent vingt-neuf, le projet de convention ci-après à ratifier par les Membres de l'Organisation internationale du Travail, conformément aux dispositions de la Partie XIII du Traité de Versailles et des Parties correspondantes des autres Traités de Paix :

Article 1.

Tout colis ou objet pesant mille kilogrammes (une tonne métrique) ou plus de poids brut, consigné dans les limites du territoire de tout Membre ratifiant la présente convention et destiné à être transporté par mer ou voie navigable intérieure, devra, avant d'être embarqué, porter l'indication de son poids, marquée à l'extérieur de façon claire et durable.

La législation nationale pourra dans les cas exceptionnels où il est difficile de déterminer le poids exact, autoriser l'indication du poids approximatif.

L'obligation de veiller à l'observation de cette disposition n'incombera qu'au Gouvernement du pays d'où le colis ou objet est expédié, à l'exclusion du Gouvernement de tout autre pays que ce colis pourra traverser pour arriver à destination.

Il appartiendra aux législations nationales de décider si l'obligation de marquer le poids de la manière ci-dessus indiquée doit incomber à l'expéditeur ou à quelqu'un d'autre.

Article 2.

Les ratifications officielles de la présente convention dans les conditions prévues à la Partie XIII du Traité de Versailles et aux Parties correspondantes des autres Traités de Paix seront communiquées au Secrétaire Général de la Société des Nations et par lui enregistrées.

Article 3.

La présente convention ne liera que les Membres de l'Organisation internationale du Travail, dont la ratification aura été enregistrée au Secrétariat.

Elle entrera en vigueur douze mois après que les ratifications de deux Membres auront été enregistrées par le Secrétaire général.

Par la suite, cette convention entrera en vigueur pour chaque Membre douze mois après la date où sa ratification aura été enregistrée.

Article 4.

Aussitôt que les ratifications de deux Membres de l'Organisation internationale du Travail auront été enregistrées au Secrétariat, le Secrétaire général de la Société des Nations notifiera ce fait à tous les Membres de l'Organisation internationale du Travail. Il leur notifiera également l'enregistrement des ratifications qui lui seront ultérieurement communiquées par tous autres Membres de l'Organisation.

Tout Membre ayant ratifié la présente Convention peut la dénoncer à l'expiration d'une période de dix années après la date de la

Overeenkomst betreffende de aanduiding van het gewicht op de per schip vervoerde groote colli.

De Algemeene Conferentie van de Internationale Arbeidsorganisatie van den Volkenbond,

Bijeengeroepen te Genève door den Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau, en aldaar bijeengekomen zijnde op dertig Mei 1929 in haar twaalfde zitting,

Na besloten te hebben verschillende voorstellen betreffende de aanduiding van het gewicht op de per schip vervoerde groote colli aan te nemen, welke kwestie vervat was in het eerste punt van de dagorde der zitting, en

Na besloten te hebben dat deze voorstellen den vorm van een ontwerp van Internationale Overeenkomst zouden aannemen.

hecht hare goedkeuring, op dezen een en twintigsten dag van Juni negentienhonderd negen en twintig, aan het hiernavolgende ontwerp van Overeenkomst, te bekrachtigen door de leden der Internationale Arbeidsorganisatie overeenkomstig de beschikkingen van Deel XIII van het Verdrag van Versailles en van de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen :

Artikel 1.

Elk collo of voorwerp waarvan het ruw gewicht duizend kilogram (een metrieke ton) of meer bedraagt, geconsigneerd binnen de grenzen van het grondgebied van elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigt en bestemd om over zee of langs binnenwateren te worden vervoerd, dient, vooraleer aan boord te worden gebracht, aan den buitenkant, duidelijk en op duurzame wijze, de melding van zijn gewicht te dragen.

De nationale wet zal, in de uitzonderlijke gevallen waarin het moeilijk is het juiste gewicht te bepalen, de aanduiding van het gewicht bij benadering kunnen toelaten.

De verplichting om over de toepassing van deze beschikking te waken zal slechts rusten op de Regeering van het land, waaruit het collo of voorwerp verzonden wordt, met uitsluiting van de Regeering van elk ander land, waardoor deze collo zou kunnen gaan om ter bestemming aan te komen.

De nationale wetten behooren te beslissen of de verplichting om het gewicht, op de hierboven aangeduide wijze te vermelden, op den verzender of op een anderen persoon moet rusten.

Artikel 2.

De officieele bekrachtigingen van deze Overeenkomst onder de voorwaarden voorzien in Deel XIII van het Verdrag van Versailles en in de overeenstemmende Deelen der andere Vredesverdragen zullen aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond worden medegedeeld en door hem geregistreerd.

Artikel 3.

Deze Overeenkomst zal slechts de Leden der Internationale Arbeidsorganisatie binden, waarvan de bekrachtiging op het Secretariaat geregistreerd zal zijn.

Zij zal in werking treden twaalf maanden nadat de bekrachtigingen van twee Leden door den Secretaris-Generaal geregistreerd zullen zijn.

In het vervolg zal deze Overeenkomst voor elk Lid in werking treden twaalf maanden na den datum waarop zijne bekrachtiging geregistreerd zal zijn.

Artikel 4.

Zoodra de bekrachtigingen van twee Leden der Internationale Arbeidsorganisatie op het Algemeen Secretariaat geregistreerd zijn, zal de Secretaris-Generaal van den Volkenbond van dit feit kennis geven aan al de Leden van de Internationale Arbeidsorganisatie. Hij zal hun eveneens kennis geven van de registratie der bekrachtigingen die hem naderhand medegedeeld zullen worden door al de andere Leden der Organisatie.

Elk lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft, kan ze opzeggen bij het verstrijken van een tijdruimte van tien jaar na den

mise en vigueur initiale de la Convention par un acte communiqué au Secrétaire général de la Société des Nations, et par lui enregistré. La dénonciation ne prendra effet qu'une année après avoir été enregistrée au Secrétariat.

Tout Membre ayant ratifié la présente convention qui, dans le délai d'une année après l'expiration de la période de dix années mentionnée au paragraphe précédent, ne fera pas usage de la faculté de dénonciation prévue par le présent article, sera lié pour une nouvelle période de dix années et, par la suite, pourra dénoncer la présente convention à l'expiration de chaque période de dix années dans les conditions prévues au présent article.

Article 6.

A l'expiration de chaque période de dix années, à compter de l'entrée en vigueur de la présente convention, le conseil d'administration du Bureau international du Travail devra présenter à la Conférence générale un rapport sur l'application de la présente convention et décidera, s'il y a lieu, d'inscrire à l'ordre du jour de la Conférence la question de sa révision totale ou partielle.

Article 7.

Au cas où la Conférence internationale adopterait une nouvelle convention portant révision totale ou partielle de la présente convention, la ratification par un Membre de la nouvelle convention portant révision entraînerait de plein droit dénonciation de la présente convention sans condition de délai nonobstant l'article 5 ci-dessus, sous réserve que la nouvelle convention portant révision soit entrée en vigueur.

A partir de la date de l'entrée en vigueur de la nouvelle convention portant révision, la présente convention cesserait d'être ouverte à la ratification des Membres.

La présente convention demeurerait toutefois en vigueur dans sa forme et teneur pour les Membres qui l'auraient ratifiée et qui ne ratifieraient pas la nouvelle convention portant révision.

Article 8.

Les textes français et anglais de la présente convention feront foi l'un et l'autre.

datum der aanvankelijke inwerkingtreding, door een akte aan den Secretaris-Generaal van den Volkenbond medegedeeld en door hem geregistreerd. De opzegging zal slechts uitwerking hebben een jaar nadat zij op het Secretariaat geregistreerd is.

Elk Lid dat deze Overeenkomst bekrachtigd heeft en dat binnen den termijn van een jaar na het verstrijken der in de vorige paragraaf vermelde tijdruimte van tien jaar geen gebruik zal maken van het recht van opzegging door dit artikel voorzien, zal voor een nieuwe periode van tien jaar gebonden zijn en zal in het vervolg deze Overeenkomst kunnen opzeggen bij het verstrijken van elke periode van tien jaar onder de voorwaarden in onderhavig artikel voorzien.

Artikel 6.

Bij het verstrijken van elke periode van tien jaar, te rekenen van de inwerkingtreding van deze Overeenkomst, zal de Raad van Beheer van het Internationaal Arbeidsbureau bij de Algemeene Conferentie een verslag moeten indienen over de toepassing van deze Overeenkomst en zal gezegde Raad beslissen of de kwestie harer geheele of gedeeltelijke herziening op de dagorde der Conferentie dient gebracht te worden.

Artikel 7.

Ingeval de Internationale Conferentie een nieuwe Overeenkomst zou aannemen waarbij de onderhavige Overeenkomst geheel of gedeeltelijk wordt herzien, zou de bekrachtiging door een Lid van de nieuwe Overeenkomst, houdende herziening, van rechtswege de opzegging met zich brengen van de onderhavige Overeenkomst, zonder voorwaarde van termijn ondanks bovenstaand artikel 5, mits de nieuwe Overeenkomst houdende herziening in werking getreden zij.

Te rekenen van den datum van de inwerkingtreding der nieuwe Overeenkomst, houdende herziening, zou de onderhavige Overeenkomst ophouden open te staan voor bekrachtiging door de Leden.

Deze Overeenkomst zou echter van kracht blijven in haar vorm en inhoud voor de Leden die ze zouden bekrachtigd hebben en die de nieuwe Overeenkomst houdende herziening niet zouden bekrachtigen.

Artikel 8.

De Fransche en de Engelsche tekst van deze Overeenkomst zullen beide rechtsgeldig zijn.